

Comment Boudiaf a produit le déclic (2e partie)

Après son installation à la tête de l'Etat, il se donna pour objectif de s'informer afin d'établir un diagnostic susceptible de lui permettre de comprendre les causes de la crise que traversait le pays et de les éliminer tout en dégagant une perspective d'avenir porteuse d'un projet mobilisateur des forces vives de la nation.

Cependant, connaissant parfaitement le peuple algérien, son histoire et surtout sa culture, il était convaincu que tout projet de société devait émaner des citoyens. «L'Algérie a besoin d'un projet qui n'existe ni au FLN ni au FIS ; ce projet existe dans le peuple algérien.» Il avait aussi constaté qu'un quart des électeurs algériens avaient «voté FIS pour sanctionner le FLN». Aujourd'hui, déclare-t-il, ces deux forces forment «une alliance contre nature... pour le pouvoir, et non l'intérêt supérieur de l'Algérie». Tout en rassurant le peuple, il se mit à son écoute. Il voulait s'informer très vite de l'état de l'opinion publique et de la situation à l'intérieur de l'ANP. Mais le ministre de la Défense, le général Nezzar, ne le laissait pas établir des liens directs avec son encadrement. Les informations sur la situation du pays lui parvenaient des services, des documents officiels, de la lecture de la presse nationale et internationale et surtout de ses entretiens avec les anciens militants, les personnalités de «la société civile». Au fur et à mesure qu'il s'imprégnait des réalités complexes de l'Algérie post-chadlienne, Boudiaf analysait, synthétisait et assimilait les données brutes qu'il collectait avec soin, intégrant ce qu'il apprenait dans une perspective globale, en élaboration progressive. Ce processus d'apprentissage et d'immersion dans les réalités concrètes lui permit de comprendre non seulement la situation, mais aussi d'identifier les forces nocives qui parasitent le pays, les «maffias» et les intégristes, enfantés par le «système».

LE DIAGNOSTIC ET LES SOLUTIONS DE BOUDIAF

A l'occasion de l'installation du CCN (Conseil consultatif national), Boudiaf fit part de ses conclusions : «Cent jours au cours desquels j'ai rencontré beaucoup de monde... J'ai étudié beaucoup de dossiers, recueilli beaucoup d'informations. Le devoir de vérité m'oblige à vous dire que j'ai découvert que notre crise avait une ampleur considérable, car elle touche notre société dans ses profondeurs, dans son identité, ses valeurs, ses institutions, son fonctionnement... Je reste convaincu que notre pays a besoin d'un changement radical... Le changement attendu de tous devra toucher tous les aspects de notre vie économique, sociale et culturelle.

Je saisis l'occasion de l'installation du CCN pour m'adresser au peuple algérien et pour lui annoncer que le choix fait en faveur du changement radical est le seul choix valable, le seul qui permettra à notre pays de la sortir la situation de crise.» (5) Pour beaucoup, l'Algérie souffrait alors d'une «triple crise» : intellectuelle, (morale et identitaire), politique, liée à l'Etat, et économique. «Ballotté depuis trente ans entre le socialisme et le capitalisme, entre l'Occident et l'Orient, entre l'Est et l'Ouest, entre la langue française et la langue arabe, entre l'arabe et le berbère, entre la tradition et la modernité, entre le retour aux sources et les valeurs universelles, notre peuple ne sait plus à quel saint se vouer.»

1- La crise intellectuelle, morale et identitaire :

«Notre société est meurtrie, profondément marquée par des années d'intolérance, d'exclusion. Elle est aujourd'hui déchirée. Ces conflits de culture, de générations, de statuts, de situations et d'intérêts ont rendu toute communication et tout dialogue constructif difficile, (voire) impossible. Cette absence d'enrichissement mutuel, nous en connaissons les conséquences néfastes au niveau de notre enseignement, de notre université, de notre télévision, de nos médias et même de notre économie. Le (marasme) intellectuel est dû aux exclusions, aux anathèmes, au terrorisme intellectuel qui tue la création et l'initiative. Nous devons être fiers de notre passé, de notre histoire. L'Algérie doit s'enrichir de sa diversité (culturelle).» Il faut «dépasser le régionalisme, l'esprit de clocher, les exclusions». «L'unité nationale a été l'élément mobilisateur et la cause essentielle de notre libération nationale. Elle est la condition de notre évolution. Elle doit être préservée par-dessus tout» pour surmonter la crise politique

de notre évolution. Elle doit être préservée par-dessus tout» pour surmonter la crise politique et d'Etat qui sévit dans le pays.

2- Crise politique et d'Etat

«La démocratie, après des années de parti unique, de dictature d'un seul discours, était une étape nécessaire. Les conditions confuses qui ont présidé à sa mise en place expliquent le dérapage et l'aboutissement à une situation dans laquelle un parti (le FIS) voulait se servir de la démocratie pour tuer la démocratie. L'utilisation de l'Islam à des fins partisans et politiques, la démagogie et le mensonge ont réussi pendant quelque temps à trouver un impact auprès (des frustrés pour une multitude de raisons) et des exclus du "système", des personnes marginalisées. A cela, il faudrait ajouter la complicité de certaines sphères du pouvoir. Il devient aujourd'hui... évident que la collusion existait entre le parti au pouvoir (le FLN), l'intégrisme et... une certaine opposition partisane...» (plus d'une quarantaine de partis étaient financés par l'Etat). «Il existe dans notre pays une majorité silencieuse qui ne se reconnaît ni dans le FLN, ni dans le FIS, ni encore moins dans les partis politiques sectaires... Mais démobilisée, méfiante et traumatisée, cette masse s'est cantonnée dans un rôle d'observateur. Elle recèle pourtant des potentialités énormes.» Pour résoudre cette crise politique et d'Etat, Boudiaf s'engagea à «s'attaquer au mal à la racine». Ses priorités étaient :

1- de rétablir la confiance entre gouvernants et gouvernés : il faut en finir avec «la hogra» (l'arbitraire), les comportements maffieux. Il faut que les droits et les devoirs de chacun soient connus et respectés. Nul ne doit être au-dessus des lois.

2- D'assainir la justice : il avait demandé aux juges «de rejeter hors de leur corps la vénalité, la corruption, les vues partisans». La justice doit retrouver son aura et sa crédibilité aux yeux des Algériens.

3- D'instaurer un Etat de droit : les libertés fondamentales ont été maintenues. La marche vers l'Etat de droit est irréversible. L'établissement d'un Etat fort qui sache faire respecter l'ordre public, rétablir la sécurité publique et permettre aux citoyens de vaquer tranquillement à leurs occupations, est une nécessité, (il faut qu'il soit) un Etat juste qui sache éliminer les injustices, les abus de pouvoir, les passe-droits, les tracasseries administratives : un Etat démocratique, un Etat fort, un Etat juste mais aussi un Etat moderne qui fonctionne selon des normes, des règles... qui permettent une régulation de la vie sociale. Voilà les moyens de redonner confiance aux citoyens.

4- De réduire le rôle de l'armée à la seule défense du territoire national.

Boudiaf, contrairement à ses adversaires, n'a jamais envisagé le recours à la force coercitive pour réaliser ses objectifs politiques.

Dans son optique, l'ANP et ses services ne pouvaient être qu'un instrument de défense nationale au service de la République et non l'inverse. Car pour lui la politique est trop précieuse pour être «laissée entre les mains des généraux». La gestion de la cité, quant à elle, repose sur la participation pleine et entière de ses citoyens libres de choisir ses gouvernants.

5- De déclarer la guerre contre la corruption : «Parce qu'elle est considérée par la grande masse de notre peuple comme une question d'importance. Il a donc réaffirmé sa résolution à mener la guerre à la corruption : les anciens dignitaires du "système" qui s'accusent mutuellement de détournement cherchent à brouiller les cartes pour empêcher la vérité de progresser... Le peuple a raison de demander des comptes sur la gestion des deniers et des biens de l'Etat, il a le droit de savoir. Nous avons promis d'ouvrir ce dossier, nous tiendrons nos promesses.» Car ce fléau a contribué, en partie, à la crise économique de l'Algérie.

LA CRISE ECONOMIQUE DE L'ALGERIE

Depuis trente ans l'économie de l'Algérie est passée par une phase d'étatisation à outrance par laquelle l'Etat s'est occupé de tout. Cette période a donné naissance à un parti bureaucratique qui a paralysé le système, en faisant de la majorité de notre peuple des assistés et d'une minorité des milliardaires. A la suite de cela on a fait un virage de 180°, on est passé à la libéralisation à outrance. Le résultat, c'est un véritable chaos. L'économie algérienne n'a pas résisté à ces traitements de choc. D'où la nécessité d'entreprendre les actions suivantes :

- mettre en place une commission pour dresser un bilan impartial ;
- élaborer une stratégie de sortie de la crise et de relancer le développement ;
- assurer la transition vers une économie de marché ;

restaurer l'autorité de l'Etat en vue de moraliser et d'assainir la vie économique aussi bien

- restaurer l'autorité de l'Etat en vue de moraliser et d'assainir la vie économique aussi bien que de remplir sa fonction de régulation et de contrôle ;
- maintenir certains secteurs stratégiques sous la tutelle de l'Etat avec un statut rénové pour qu'ils puissent jouer un rôle moteur dans notre économie;
- relancer la production agricole industrielle pour réduire le recours aux importations sans remettre en cause une ouverture sur le monde extérieur ;
- réaliser plus de justice sociale et de solidarité en portant une attention particulière à l'emploi, à l'éducation et au logement ;...

Cependant, pour Boudiaf, «il serait illusoire et irraisonné de réfléchir à des solutions et de les proposer pour résoudre les graves problèmes que connaît le pays si l'action du pouvoir n'est pas soutenue et animée par l'action des Algériens» rassemblés au sein d'une force politique.

LA CREATION D'UNE FORCE POLITIQUE

Pour l'homme du 1er Novembre «rien ne peut se faire de grand sans la mobilisation du peuple». D'où l'idée de créer le Rassemblement patriotique national. Le RPN vise à organiser un dialogue constructif en vue de parvenir à mobiliser la nation sous le mot d'ordre «l'Algérie d'abord et avant tout». Il «offre un cadre d'expression à ceux qui veulent un changement concret pour un travail, un logement et un système éducatif de haut niveau pour leurs enfants, pour une bonne gestion des entreprises et pour la dignité et le respect de chaque citoyen et, enfin, pour une justice sociale à travers la lutte contre les inégalités sociales. Le RPN se fixe comme objectif la lutte contre l'inertie, la fainéantise, le doute et l'échec. Le choix est clair : rester les bras croisés et attendre, ce qui signifie continuer de faire marche arrière et le désespoir permanent ou se mobiliser et s'engager dans la bataille de la survie ; alors tout deviendra possible pour relancer l'Algérie». (6)

POURQUOI BOUDIAF A-T-IL ETE EMPECHE D'ACCOMPLIR SA DERNIERE MISSION ?

Sa visite à la Foire de la production nationale d'Alger lui permit de connaître les potentialités économiques de l'Algérie et de rencontrer les cadres des entreprises publiques et privée. Il déclara alors que le pays était en mesure d'enrayer son déclin grâce à ses ressources humaines, naturelles et industrielles. Son voyage en Oranie lui apporta la preuve que son message était passé auprès du peuple et que ce dernier commençait déjà à croire en lui. Ces deux découvertes l'enchantèrent... Il décida au cours de ce voyage, dont le but était la constitution du RPN, d'entamer une campagne pour répandre son message d'espoir et préparer les conditions requises pour relancer le processus démocratique susceptible de le faire légitimer par les urnes et lui permettre de réaliser ses objectifs stratégiques. Avant d'entamer sa tournée à l'est du pays, qui devait le mener à Annaba, au complexe sidérurgique d'El Hadjar, et au complexe industriel de Skikda, il prépara, avec ses conseillers, le discours/testament qu'il devait prononcer à la maison de la culture de Annaba. Dans ce discours, il voulait souligner la nécessité de rassembler les force vives de la nation pour contourner ou neutraliser les forces nocives générées par le «système», proposer une vision saine et juste de l'Islam, créer les conditions nécessaires à un retour à une démocratie véritable... Traîtreusement abattu alors qu'il prononçait son discours, Boudiaf n'acheva pas de délivrer son message. Les commanditaires du crime ont ainsi empêché ce vétéran d'accomplir sa dernière mission dont l'objectif était l'élimination des «maffias», la neutralisation des intégristes, la démocratisation du «système» par la soumission aux lois de la République des généraux promus par le colonel président, Chadli Bendjedid. (A suivre)

5- Mohamed Boudiaf, discours prononcé lors de l'installation du CCN le 22 avril 1992.

6- Mohamed Boudiaf

Conférence de presse du 27 juin 1992.

Mahfoud Bennoune